

N° 617 du 13 au 27 novembre 2013

L'Économiste

Bimensuel de l'économie - www.leconomistemaghrebin.com

Maghrébin

Radhi Meddeb, président fondateur d'Action et Développement Solidaire

Tempête à bord !

« Qu'est ce qui n'a pas encore été dit sur les projets de budget et de la loi de finances 2014, depuis plus d'un mois ?

Nous le savons tous et il n'est pas utile de revenir là-dessus. Je pourrais avancer que :

- les nouvelles dispositions fiscales ne relèvent pas d'une vision du développement par le gouvernement actuel, encore moins d'un projet,

- les hypothèses retenues en matière de taux de croissance, de déficit budgétaire ou d'endettement extérieur ne sont ni plausibles ni en ligne avec les réalisations probables de 2013,

- des mesures disparates ne constituent en aucun cas une politique,

- la marge de manœuvre du ministre des Finances, dans cet exercice difficile, est fort réduite et son objectif essentiel est de lever des ressources pour couvrir un tant soit peu un déficit abyssal,

- plusieurs des mesures annoncées arrivent au mauvais moment et risquent d'avoir un impact à l'encontre de ce qui est souhaité,

- l'alourdissement de la fiscalité du travail est injuste. Il est insupportable, il risque de favoriser la fraude et peut-être même l'insubordination fiscale.

Voilà pour l'essentiel, mais il y a trois questions auxquelles personne ne se soumet et qui sont, pourtant, à mes yeux, essentielles.

D'abord, pourquoi accepter comme une fatalité le niveau des dépenses atteint par le budget de l'État, en augmentation de plus de 50% depuis 2010, alors que la richesse nationale produite n'aura augmenté que de moins de 5% sur la même période ?

Les critiques faites systématiquement à toutes les dispositions nouvelles

de la loi des finances sont-elles justifiées ou ne relèveraient-elles pas, dans bien des cas, de la défense d'intérêts catégoriels et de lobbies puissants et insensibles au nécessaire effort de solidarité nationale ?

Enfin, dernière question, et non des moindres, quelle alternative proposeraient les uns ou les autres ? Que feraient-ils s'ils étaient aux commandes de la Nation et en charge d'établir son budget pour la prochaine année ?

Quiconque se hasarderait à essayer de répondre à ces trois questions honnêtement et en toute responsabilité, se rendrait compte de la difficulté de l'exercice. Les marges de manœuvre sont très réduites et « Business as usual », comme disent les Anglo-saxons, ne sera plus possible.

La sortie de cette spirale infernale exige:

- que les urgences, aujourd'hui, soient la restauration à un terme raisonnable des grands équilibres macroéconomiques, dans le respect de la préservation du pouvoir d'achat et de la protection sociale des couches les plus vulnérables. Toute action à

“ *La priorité soit aussi donnée à la lutte contre tous les gaspillages et les détournements de recettes de l'Etat, en passant par la traque sans merci de la contrebande et de l'économie souterraine, avec une forte incitation à la formalisation du marché parallèle.* ”



court terme doit s'inscrire dans une vision à long terme et dans un projet à moyen terme,

- qu'au niveau des dépenses, une revue rigoureuse soit menée, de manière à ne rien reconduire des dépenses conjoncturelles, à tailler dans tout le superflu et à contraindre le niveau de vie de l'Etat,

- que la priorité soit donnée, dans le budget, aux mesures de soutien à l'emploi et aux dépenses d'investissement dans les infrastructures et dans les régions défavorisées mais également au renforcement concerté des capacités de nos forces sécuritaires et armées,

- que la priorité soit aussi donnée à la lutte contre tous les gaspillages et les détournements de recettes de l'Etat, en passant par la traque sans merci de la contrebande et de l'économie souterraine, avec une forte incitation à la formalisation du marché parallèle,

- que la solidarité nationale passe par l'élargissement de l'assiette fiscale, en y intégrant tous ceux qui s'abritent derrière le régime forfaitaire pour échapper à leur devoir national, quitte à affronter violemment de puissants lobbies, mais également en maintenant l'imposition des dividendes distribués aux personnes physiques,

• que le moment ne soit pas à la réduction de l'impôt sur les sociétés, mais au relèvement des tranches de l'impôt sur les revenus des personnes physiques, ce qui reviendrait à baisser le poids de la charge fiscale sur les salariés et plus généralement la classe moyenne, à leur redonner du pouvoir d'achat et à en faire un allié du changement dans cette période délicate.

• que des concertations nationales entre toutes les parties prenantes soient engagées sans délai sur tous les dossiers brûlants dont la résolution commandera, à un terme très proche, la capacité ou non du pays à s'engager sur la voie de l'identification d'un nouveau modèle de développement, mieux adapté aux exigences légitimes des populations en matière d'emploi, avec de meilleures conditions de vie.

Les dossiers sont multiples. Ils porteront sur la réforme de la Caisse générale de compensation, des Caisses

de solidarité sociale et de prévoyance, du secteur bancaire, du secteur touristique, de celui des assurances, des secteurs de l'éducation et de la santé, de la réforme de l'administration et j'en oublie.

Il est néanmoins difficile d'imaginer qu'un gouvernement démissionnaire puisse avoir la volonté et le courage politique de se doter d'une telle ambition et de bousculer autant d'inerties.

Il est également inacceptable que cette loi des finances nous soit présentée sans qu'aucun compte ne soit rendu à la Nation et à ses représentants de l'usage qui a été fait du budget 2013. Les instances internationales, Fonds monétaire et Banque mondiale, réclament une loi des finances complémentaire depuis avril 2013. La loi de programmation budgétaire l'impose aussi. Le gouvernement fait comme si de rien n'était.

Le nouveau gouvernement, s'il voit

le jour, qu'il soit indépendant ou de compétences, comme on n'arrête pas de le réclamer depuis des mois, devra bénéficier de l'appui le plus affirmé de toutes les composantes de la société civile et des partis politiques. Il devra être mis à l'abri des tractations partisans et disposer des moyens de légiférer par ordonnances en matière économique et sociale. Il devra s'atteler, dès son investiture, à préparer une loi des finances complémentaire qui décline les priorités, s'inscrive dans un projet à moyen terme et mobilise, à travers une large concertation, toutes les forces vives de la Nation. Il devra également solliciter l'appui de la communauté internationale pour freiner cette vertigineuse descente aux enfers que nous vivons depuis des mois, sur les plans économique et financier.

C'est l'intérêt supérieur de la Nation qui le commande. Sachons être à la hauteur de la situation » ◀